

Comparatif des problématiques de logement dans les régions capitales européennes. Rome, Athènes, Belgrade, Lisbonne, Paris.

Région / Capitale	Principaux problèmes	Rôle des pouvoirs publics & employeurs	Impact du tourisme / Airbnb	Actions & revendications syndicales	Obstacles identifiés
Rome (UIL, CGIL, CISL)	Loyers trop élevés, expulsions, manque de logements sociaux, précarité, discriminations, longs trajets	Aides municipales contre les expulsions, possibilité d’impliquer employeurs via logements publics	Destructeur, évince habitants et étudiants, hausse des loyers raréfaction des logements.	Dialogue social, accords territoriaux, soutien juridique, incitations fiscales pour remettre logements vacants sur le marché. Lutte contre les expulsions.	Spéculation, vacance de logements, contrôle du marché par grands groupes Absence de politique cohérente.
Athènes (EKA)	Loyers +43–52 % (2018-2022), explosion Airbnb, pénurie d’offre locative abordable, 72 % des jeunes restent chez leurs parents	Aides pour jeunes et défavorisés, ancienne agence logement financée par État, employeurs et salariés (supprimée en 2010)	Airbnb sur petites surfaces, forte pression sur étudiants et jeunes	Encadrement des loyers, promotion du logement social, emploi stable, renforcement des services publics (santé, éducation, transport)	Spéculation, absence de régulation, suppression des outils publics
Belgrade (CATUB)	Loyers trop élevés, prix immobiliers déconnectés des salaires, discriminations, expulsions, logements précaires, longs trajets	Pas de programme public, hébergements collectifs précaires pour travailleurs étrangers	Hausse des loyers liée à la location courte durée	Campagnes médiatiques, négociations avec gouvernement et employeurs	Absence de régulation étatique, dépendance totale au marché
Lisbonne (CGTP-IN)	Loyers trop élevés, manque de logements sociaux, logements indécents, expulsions, longs trajets, spéculation, hausse des taux d’intérêt	Aides à la location (défavorisés, enseignants déplacés, jeunes), obligation des employeurs pour immigrés	Très fort, gentrification et transformation massive en logements touristiques	Manifestations, plafonnement des loyers, mobilisation des profits bancaires pour compenser la hausse des taux	Spéculation, recherche de profits, régulation insuffisante, hausse des taux
Île-de-France (CGT, FO, CFTD, UNSA)	1,3 M mal logés, manque de logements sociaux, expulsions, longues distances domicile-travail, inégalités territoriales, discriminations	Action Logement, Atelier des solutions (simplification construction sociale), mais baisse des aides régionales depuis 2024	Fort à Paris (Airbnb, gentrification, raréfaction des locations longues)	Encadrement des loyers, maintien des financements régionaux, renforcement de la loi SRU, lutte contre vacance, extension DALO aux salariés précaires	Manque de foncier, opposition locale, baisse des subventions, inégalités territoriales, lourdeurs administratives. Spéculation immobilière.